



Tribune du MRJC : les jeunes ruraux veulent renouveler les générations d'agriculteurs, "trois petites fermes valent mieux qu'une grande"

Souffrances du monde agricole : ne pas se tromper d'ennemi

Alors que le Salon de l'Agriculture ouvre ses portes pour une 60^{ième} édition, de nombreuses questions restent en suspens pour construire un avenir souhaitable, respirable, vivable pour notre agriculture. Le mouvement récent de soulèvement des agriculteurs est venu rappeler ô combien la crise agricole a de multiples facettes, que les véritables solutions sont complexes et qu'en France comme ailleurs, la tentation est grande d'y répondre par des mesurette, teintées de démagogie et allant jusqu'à faire cas du populisme ambiant.

Lors des débuts de la mobilisation, le MRJC avait alerté sur la nécessité de "prendre le problème à la racine" et de ne pas se tromper de responsables en cherchant les causes du mal-être des agriculteurs. Les politiques décidées au niveau national comme européen sont en effet à pointer du doigt, non pas pour les normes environnementales qu'elles tentent de déployer, mais pour le maintien d'un modèle à bout de souffle, servant les intérêts de l'agro-business et du productivisme. Là où la priorité devrait être la santé des citoyens, le soin des écosystèmes et la dignité des paysans, nous sommes les témoins d'une puissance publique qui, comme dans les autres domaines de la société, se désengage au détriment du bien commun.

Les normes environnementales et les contraintes réglementaires ne peuvent être des fusibles d'ajustement satisfaisants. Lorsqu'elles sont pensées et appliquées de manière "hors-sol", saupoudrées par-dessus un système qui étouffe déjà les paysans de toute part, elles viennent inévitablement ajouter de la difficulté à la difficulté, de la souffrance à la souffrance. La nouvelle PAC adoptée fin 2021 maintient peu ou prou un statu quo du modèle agricole et alimentaire et la Loi d'Orientation Agricole pour laquelle des concertations sont en cours, ne semble pas dessiner des perspectives encourageantes.

Pour les jeunes, l'installation comme un parcours du combattant

Les jeunes ruraux qui composent le MRJC sont nombreux à se poser la question de l'installation agricole, c'est d'ailleurs une vocation que le MRJC tente de faire naître par un certain nombre de ses actions et de ses initiatives, telles que le Tour de France Agri. Pourtant, ces jeunes se heurtent à une foule d'obstacles : le manque d'accompagnement à la transmission, y compris au sein des familles où s'affrontent parfois des visions et des projets divergents, la difficulté de l'installation hors cadre familial pour les jeunes non issus du milieu agricole, la difficulté de l'accès au foncier accrue par les politiques favorisant l'agrandissement et l'accaparement des terres, l'endettement quasi inévitable pour se lancer et produire, un milieu majoritairement masculin difficile d'accès pour les femmes...

On entend depuis un moment un certain refrain aux notes angoissantes : "dans les 10 prochaines années, la moitié des agriculteurs chefs d'exploitation vont partir à la retraite". Cette perspective devrait affoler les Français, nos gouvernants en premier lieu. Lorsqu'on sait qu'une transmission de ferme réussie s'anticipe de 5 à 10 ans, et que depuis 20 ans, en moyenne 38 fermes sont rayées de la carte de France chaque jour, l'entêtement de nos dirigeants à poursuivre des politiques agricoles rendant toujours plus inaccessible l'accès à la terre et toujours plus décourageant le métier d'agriculteur semble démentiel. Nous nous dirigeons vers une agriculture sans agriculteurs, rendue envisageable par les discours autour du numérique et de la technologie comme voie de salut, semblant enthousiasmer grandement les gouvernements successifs.

En tant que jeunes des milieux agricoles et ruraux, nous voulons répéter que “trois petites fermes valent mieux qu'une grande” car c'est la garantie pour nous de vivre sur des territoires ruraux vivants, avec une économie locale vertueuse et des emplois et services nombreux. Nous ne percevons pas le métier de paysan comme limité au statut de chef d'exploitation ou de producteur de notre nourriture, mais bien comme partie prenante de l'écosystème rural, au cœur des relations qui s'y jouent. Nous souhaitons voir l'agriculture retrouver sa fonction sociale et culturelle.

Pour l'avenir des jeunes en agriculture, la nécessité d'un changement de modèle complet

Le défi du renouvellement des générations ne peut se penser sans transition écologique. Les résultats d'une enquête commandée par le Collectif Nourrir à l'institut BVA Xsight, en partenariat avec Terra Nova, montrent que les impacts du changement climatique font partie des inquiétudes des agriculteurs. 62% d'entre eux estiment que la transition écologique est une nécessité. Ne soyons pas dupes de la pseudo dichotomie entre agriculture et écologie, au cœur des débats ces dernières semaines, ne servant l'intérêt que de l'industrie agrochimique. Il y a une interdépendance entre les crises sociales qui secouent le monde agricole et les crises environnementales, et cela appelle des changements structurels.

Nous prôtons un modèle agricole offrant aux paysans et paysannes des conditions de vie et des revenus dignes, et la reconnaissance de leur rôle vital pour la société. Ce sont des conditions essentielles pour permettre de nouvelles installations et répondre aux enjeux de renouvellement des générations agricoles. Pour cela, la production agricole doit être organisée et définie démocratiquement par l'ensemble des citoyens, paysans compris. Elle doit répondre aux besoins des populations et assurer la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des citoyens à pouvoir décider de ce qu'ils veulent consommer et qui le produit, de quelle manière. En tant qu'association d'éducation populaire, le MRJC croit fermement en l'expérimentation et l'intelligence collective pour construire des réponses adaptées. Le projet de sécurité sociale de l'alimentation en est un très bon exemple. Il nous semble urgent de sortir du schéma producteurs - consommateurs, tendant à faire oublier les multiples acteurs du monde néolibéral qui tirent les ficelles de cette relation, et remettre au centre un principe qui nous est cher : celui du droit à choisir dignement, ensemble.

Manon ROUSSELOT-PAILLEY, présidente du MRJC, Emma BEAUDOIN et Marie DAVY,
secrétaires nationales à l'agriculture